



## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

*07 juillet 2022*

### **Réaction à la suite de la visite du campement installé par le collectif du DAL à la caserne de Bonne**

Aujourd'hui, jeudi 07 juillet, je me suis rendu sur le campement installé depuis le 5 juin par l'association Droit Au Logement (DAL 38) à l'esplanade de la caserne de Bonne, accompagné de Céline Deslattes, déléguée à la grande précarité à la Ville de Grenoble et Nicolas Béron-Pérez, Vice-Président à Grenoble Alpes Métropole en charge de l'habitat.

Plusieurs dizaines de familles à la rue ou mal-logés sont accueillies ici par les militants du DAL, en lien avec de nombreuses associations de solidarité, pour dénoncer l'absence de solutions d'hébergement et rendre visible leur conditions de vie indignes dans un contexte de grande précarité.

J'ai rappelé mon attachement à notre Etat de droit et les obligations qui incombent à l'Etat en matière d'hébergement d'urgence, et la nécessité de trouver des solutions pour ces familles et cela de manière inconditionnelle.

Avec Céline Deslattes et Nicolas Béron-Pérez, nous avons appelé à ce que des solutions globales soient apportées par la Préfecture sans examen, ni tri des situations individuelles pour loger dignement ces familles et respecter leur droit fondamentaux.

Des associations, des citoyens, des collectivités, comme la Ville de Grenoble, pallient depuis longtemps aux défaillances de l'Etat et se mobilisent pour apporter des solutions locales. Nos voix collectives doivent aujourd'hui s'élever pour que cette situation cesse et que l'Etat respecte le principe de continuité et d'inconditionnalité de l'hébergement.

La crise ukrainienne a montré qu'une politique d'accueil digne et respectueuse de l'accès aux droits est possible. Elle a aussi montré les inégalités de traitements des situations. Nos voix doivent également s'élever contre une rupture réelle d'égalité entre les différentes personnes exilées en France.

Car c'est aussi cette politique migratoire de l'obstruction, du tri et du renoncement à notre Etat de droit que je suis venu dénoncer, car c'est la même qui pousse des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants dans nos rues.

Il y a donc urgence ! Avec mes collègues élu-es, je me ferai le porte-voix auprès de l'Etat de cette lutte ici à Grenoble et malheureusement partout ailleurs sur le territoire national. J'appuierai également auprès du Préfet de l'Isère la demande de mobilisation rapide de tous des acteurs du logement et des différents niveaux de collectivités pour que des solutions globales d'hébergement puissent être trouvées pour toutes ces familles.

**Contact presse : Delphine Lavau, 0789716747**